



Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires
Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités

**Marché public relatif à la conception, la
mise en service, l'exploitation, la
commercialisation et le maintien en
conditions opérationnelles et de sécurité du
Service Numérique Multimodal Titre Unique
(SNMTU) pour les phases d'expérimentation
et de passage à l'échelle du projet Titre
Unique**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

Numéro de consultation : DGITM-SDMINT-02-2024

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Article 1 -	Identification des cocontractants.....	5
1.1	Acheteur	5
1.2	Titulaire	6

Article 2 -	Objet du marché public	6
Article 3 -	Documents contractuels	7
Article 4 -	Procédure de passation	8
Article 5 -	Allotissement	8
Article 6 -	Forme du marché public	8
Article 7 -	Exécution du marché public.....	9
7.1	Durée d'exécution et reconduction du marché public	9
7.2	Fractionnement des prestations	9
7.3	Prestations similaires.....	10
Article 8 -	LIEUX D'EXECUTION	10
Article 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
9.1	Représentation des parties.....	10
9.1.1	Représentation de l'acheteur	10
9.1.2	Représentation du titulaire	10
9.2	Conditions d'exécution.....	11
9.2.1	Organisation de l'équipe technique : Mise en place de l'équipe projet	11
9.2.2	Remplacement des intervenants.....	11
9.2.3	Délais d'exécution	11
9.2.4	Les exigences relatives aux prestations	11
9.3	Obligations du titulaire.....	12
9.3.1	Obligation de résultats	12
9.3.2	Obligation de conseil	12
9.3.3	Obligation d'information	12
9.3.4	Mesures de sécurité.....	12
9.3.5	Responsabilité du titulaire.....	13
9.4	Considérations sociales	13
9.4.1	Clause d'insertion par l'activité économique.....	13
9.4.2	Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	16
9.5	Considérations environnementales	17
9.6	Traitement de données à caractère personnel.....	17
9.6.1	Respect de la réglementation et rôle des parties	17
9.6.2	Description des traitements	17
9.6.3	Traitement sur instruction du client	17
9.6.4	Confidentialité.....	18
9.6.5	Mesures techniques et organisationnelles	18
9.6.6	Réalisation d'analyse d'impact	18
9.6.7	Sort des données : réversibilité	18

9.6.8	Registre d'activité de traitement	18
9.6.9	Vérification de la conformité RGPD	19
9.6.10	Flux transfrontières	19
9.6.11	Protection dès la conception et protection par défaut	19
9.6.12	Sous traitants ultérieurs	20
9.6.13	Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement	20
9.6.14	Notification des violations de données à caractère personnel.....	21
9.6.15	Responsabilité	22
9.7	Confidentialité et secret des affaires	22
9.8	Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles.....	23
9.9	Relations fournisseurs	23
9.10	Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics.....	23
9.11	Conflit d'intérêts	23
9.12	Pilotage des prestations	24
9.13	Clauses de réexamen	24
9.14	Constatation de l'exécution des prestations et admission	24
9.14.1	Vérification de la documentation de conception (VDC)	24
9.14.2	Gestion des anomalies.....	25
9.14.2.1	Définition du niveau de criticité des anomalies	25
9.14.2.2	Délai d'intervention sur anomalie.....	25
9.14.3	Mise en ordre de marche	25
9.14.4	Opérations de vérification de conformité du service	26
9.14.4.1	Vérification d'aptitude (VA)	26
9.14.4.2	Vérification de service régulier (VSR)	26
9.14.4.3	Décision après vérifications	26
9.14.5	Arrêt de l'exécution des prestations	26
9.15	Réversibilité et transférabilité	26
9.16	Garanties	26
9.17	Pénalités	27
9.17.1	Pénalités pour retard d'exécution.....	27
9.17.2	Pénalités relatives à la documentation	27
9.17.3	Pénalités pour indisponibilité de la solution SNMTU	27
9.17.4	Pénalités relatives à la maintenance corrective.....	28
9.17.5	Pénalités relatives à l'assistance aux usagers.....	28
9.17.6	Pénalités relatives à la répartition et au reversement des recettes.....	28
9.17.7	Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel :	28

9.17.8	Pénalités liées aux ressources humaines	28
9.17.9	Pénalités pour absence en réunion	29
9.17.10	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique 29	
9.17.11	Pénalités pour non-respect de la confidentialité et du secret des affaires	29
Article 10 -	REGIME FINANCIER	29
10.1	Forme et contenu des prix	29
10.2	Variation des prix	29
10.3	Avances	30
10.3.1	Avance sur la part forfaitaire de la tranche ferme et des tranches optionnelles	30
10.3.2	Avance sur la part à bons de commande	31
10.4	Modalités financières	31
10.4.1	Répartition des paiements	31
10.4.2	Acomptes	31
10.4.3	Retenue de garantie, Nantissement et cession du marché public.....	31
10.4.4	Intérêts moratoires.....	32
10.5	Modalités de facturation.....	32
10.5.1	Mentions obligatoires.....	32
10.5.2	Taux de TVA	33
10.5.3	Frais particuliers.....	33
10.5.4	Monnaie	33
10.5.5	Transmission des factures	33
10.5.6	Suivi financier du montant maximum du marché public pour sa partie Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande	34
10.6	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	34
Article 11 -	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	35
11.1	Préambule.....	35
11.2	Dispositions communes à tous les livrables.....	37
11.3	Régime d'utilisation spécifiques aux différents types de livrables	38
11.3.1	Les livrables solutions et la formation à leur utilisation	38
11.3.2	Régime des développements spécifiques logiciels et documentation.....	38
11.3.3	Régime de la zone fonctionnelle 1 entièrement sous licence libre/ open source ou avec remise du code source	39
11.3.4	Régime de la zone fonctionnelle 2	39
11.3.5	Les livrables de cadrage et d'études préalables	39
11.3.6	Régime des formations à l'utilisation des livrables solutions et leurs supports.....	40
11.3.7	Les livrables de communication	40

11.3.8	Régime relatif aux Progiciels tiers	40
11.4	Entiercement	41
11.4.1	Dépôt des codes sources	41
11.4.2	Accès aux codes sources des éléments déposés.....	41
Article 12 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	42
12.1	Echanges dématérialisés	42
12.2	Langue.....	42
12.3	Audit de Sécurité.....	42
12.4	Sous-traitance.....	42
12.5	Dispositions spéciales relatives à l’IMPI.....	43
12.6	Autres obligations administratives.....	43
12.7	Assurances	44
12.8	Résiliation	44
12.9	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	45
12.10	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	45
12.11	Différends.....	48
12.12	Litiges et contentieux	48
Article 13 -	DEROGATIONS.....	48

Article 1 - Identification des cocontractants

1.1 Acheteur

Pouvoir adjudicateur	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT) Direction Générale des Infrastructures des Transports et des Mobilités (DGITM) Sous Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SDMINT)
Adresse du pouvoir adjudicateur	1 Place Carpeaux Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Monsieur Rodophe GINTZ, directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités ou

Pouvoir adjudicateur	
	son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	<p>La Sous Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SDMINT) :</p> <p>Mélanie VERGNON, Sous-directrice</p> <p>Pierre-Yves APPERT, Adjoint à la sous-directrice</p> <p>Patrick GENDRE, Adjoint à la sous-directrice de la MINT, chef du pôle Numérique</p> <p>Jean SENG, Directeur de projet transformation numérique</p> <p>Mélanie VEISSIER, Cheffe de projet billettique multimodale unifiée (MINT3) (suivi de l'exécution technique)</p> <p>Estelle Sturtzer, Cheffe du pôle Stratégie et Partenariats (MINT 4) (suivi de l'exécution budgétaire)</p>
Courriel	<p>melanie.vergnon@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>pierre-yves.appert@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>patrick.gendre@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>jean.seng@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>melanie.veissier@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>estelle.sturtzer@developpement-durable.gouv.fr</p>

1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-TIC, est l'opérateur économique qui conclut le marché public avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le "titulaire" désigne le groupement représenté par son mandataire. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

Article 2 - Objet du marché public

Le présent marché a pour objet :

Article 1 - la mise en œuvre de l'expérimentation du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNM TU), permettant notamment la distribution et l'usage de titres de transport depuis une application nationale expérimentale.

Article 2 - la construction et l'exploitation de l'expérimentation d'une plateforme nationale d'interopérabilité et notamment un outil de distribution des titres de transport dans un format normalisé et une chambre de reversement de recettes nationale. Cet outil de distribution doit pouvoir être utilisé par l'application nationale mentionnée au point 1, mais également par d'autres applications de mobilité, et permettre la définition et/ou l'expérimentation d'un format normalisé d'interface de distribution. La distribution des titres doit :

- 2.1 soit pouvoir être entièrement gérée par la solution construite par le titulaire du marché,
- 2.2 soit s'appuyer sur des outils de distribution numériques mis en œuvre par différents territoires (ex. outil de distribution déjà existant et utilisé par un réseau à l'échelle locale, régionale ou nationale).

La chambre de reversement de recettes nationale a pour vocation à répartir les recettes publiques ou privées auprès des bénéficiaires (AOM ou leurs exploitants) selon les règles de répartition en vigueur. Cette dernière pourra s'appuyer sur les chambres de reversement de recettes régionales ou locales pour tenir compte des travaux existants.

Il est attendu des soumissionnaires une solution modulaire et évolutive, pouvant être enrichie en cours de marché afin d'atteindre progressivement le périmètre du régime nominal via des bons de commande, en tenant compte des développements déjà effectués précédemment.

Les principales prestations attendues dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- La gestion de projet ;
- La conception et la réalisation d'une plateforme nationale d'interopérabilité pour la distribution des titres de transport et le reversement des recettes ;
- La conception et la mise en service du SNM TU ;
- La commercialisation de l'offre de mobilité postpayée TU et des titres des réseaux partenaires et l'assistance aux usagers du SNM TU ;
- L'exploitation de la plateforme nationale d'interopérabilité et du SNM TU ;
- La réalisation d'évolutions de la plateforme nationale d'interopérabilité et du SNM TU à travers la commande d'unités d'œuvre via des bons de commande.
- Le transfert de compétences vers un repreneur à l'issue du marché dans le cadre d'un plan de transférabilité ou de réversibilité ;

Le présent marché public est un marché de services. Ce marché public se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au JO du 1er avril 2021.

Les numéros de référence à la nomenclature CPV sont les suivants :

Code CPV principal : 72422000: Services de développement des applications serveur internet ou intranet (code GM principal: 33.04.06: Forfait de développement)

Codes CPV secondaires

Nature des prestations	Code CPV
Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui	72000000-5
Service de développement de logiciels personnalisés	72230000-6
Services de maintenance et de réparation de logiciels	72267000-4
Services d'aide aux utilisateurs	72253100-4
Services de conseils financiers, services de traitement des transactions financières et services de chambres de compensation	66170000-2

Article 3 - Documents contractuels

Le marché public est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le règlement de consultation et ses 3 annexes [documents séparés : le cadre de réponse comprenant la grille de déclaration des connaissances antérieures (Annexe 3), cadre de réponse type du mémoire technique (Annexe 1), Plan d'Assurance Qualité (PAS) type (Annexe 2)];
- L'acte d'engagement et son annexe relative à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- Les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGF) pour la tranche ferme et les quatre tranches optionnelles, annexes financières de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) commun à la tranche ferme, et aux quatre tranches optionnelles comportant le descriptif des prestations exprimé en unités d'oeuvre (UO), annexe financière de l'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021,
- Le mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes,
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- Les plans-types des documents suivants :
 - Plan d'assurance qualité (PAQ)
 - Plan d'assurance sécurité (PAS)
 - Plan de continuité d'activités (PCA)
 - Plan de reprise d'activités (PRA)

En cas de contradiction ou de différence, les pièces du marché public prévalent entre elles dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

Article 4 - Procédure de passation

Le marché public est un marché à tranches comportant une tranche ferme et quatre tranches optionnelles.

Le marché public est passé selon la procédure formalisée, appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Article 5 - Allotissement

Le marché public n'est pas alloti conformément à l'article L.2113-11, 2° du code de la commande publique.

En effet, l'allotissement n'est pas souhaitable compte tenu de la grande complexité de l'opération. En outre, le projet nécessite une compréhension approfondie du contexte global afin d'assurer une cohérence et l'alignement avec les objectifs stratégiques du projet.

Article 6 - Forme du marché public

Le marché public est un marché à tranches. Il comporte une tranche ferme et quatre tranches optionnelles suivantes :

Tranche Ferme (TF)	Conception et mise en service du SNM TU sur un premier périmètre de services de mobilités incluant la souscription à une offre de mobilité avec paiement à l'usage ;
---------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Conception et la mise en service d'une plateforme nationale d'interopérabilité pour la distribution de titres de transport et le reversement de recettes Maintien en conditions opérationnelles de la solution constituée du SNM TU et de la plateforme nationale d'interopérabilité, à travers leur exploitation et leur maintenance (corrective et adaptative) ; Prestations de gestion de projet, d'exploitation fonctionnelle et d'administration associée de la solution ; Prestations d'assistance aux usagers de la solution et aux opérateurs de transport des réseaux
Tranche optionnelle n°1 (T01)	Enrichissement par le support du mode de validation par lecture de balise à valider
Tranche optionnelle n°2 (T02)	Enrichissement par la dématérialisation de titres au format NFC
Tranche optionnelle n°3 (T03)	Enrichissement de la gestion de la relation client du SNM TU par la mise en œuvre d'une centrale d'appel
Tranche optionnelle n°4 (T04)	Enrichissement du SNM TU par l'émission d'une carte bancaire de paiement dématérialisée dédiée à la mobilité

Le présent marché public, pour sa partie à bons de commande est conclu avec un montant maximum global de 26 000 000,00 € HT pour la durée totale du marché.

Article 7 - Exécution du marché public

7.1 *Durée d'exécution et reconduction du marché public*

Le marché public est conclu pour une période ferme de 48 mois (4 ans) à compter de sa date de notification.
Le marché public ne fait l'objet d'aucune reconduction.

7.2 *Fractionnement des prestations*

Le calendrier et les conditions d'exécution de la tranche ferme et des tranches optionnelles du présent marché sont précisés dans le CCTP, article 2.4 « calendrier et conditions d'exécution ».

L'affermissement de chacune des tranches optionnelles est subordonné à une décision expresse du Pouvoir Adjudicateur, notifiée au titulaire.

La mise en œuvre des TO peut intervenir à tout moment et sans forcément attendre la fin de la réalisation de la TF. Ainsi, une ou plusieurs TO peuvent être démarrées à tout moment durant le marché.

De même, la mise en œuvre de bons de commande peut intervenir à tout moment et sans forcément attendre la fin de la réalisation de la TF ou des tranches optionnelles. Ainsi, une ou plusieurs prestations à bons de commande peuvent être démarrées à tout moment durant le marché.

En cas d'absence d'affermissement des tranches optionnelles, le titulaire ne saurait en aucun cas bénéficier d'indemnité.

7.3 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché à prestations similaires dans les conditions et conformément aux dispositions prévues à l'article R 2122-7 du Code de la commande publique.

Article 8 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations pourront être effectuées majoritairement dans les locaux du titulaire. Cependant, des prestations pourront se dérouler au siège de la DGITM à sa demande, 1 place Carpeaux, 92055 La Défense. Des déplacements limités en province pourront être envisagés. Les modalités de ces déplacements seront précisées lors de l'émission du bon de commande correspondant.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

Le pouvoir adjudicateur est :

Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT)

Direction Générale des Infrastructures des Transports et des Mobilités (DGITM)

Sous Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SDMINT)

1 Place Carpeaux

Tour Séquoia – 92055 La Défense cedex

représentée par Monsieur Rodophe GINTZ, directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités ou son représentant

Le suivi de l'exécution globale du marché est assuré par la Sous Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SDMINT) représentée par la cheffe de projet billettique multimodale unifiée, Mélanie Veissier (SDMINT-MINT3).

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché public.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Organisation de l'équipe technique : Mise en place de l'équipe projet

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché public, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et de son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

A ce titre, l'équipe mise en place pendant toute la durée du marché public dispose a minima des compétences requises pour la réalisation de missions telles que celle objet du présent marché public.

9.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 30 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Durant toute la période entre le départ de l'intervenant et jusqu'à son remplacement effectif, les prestations commandées doivent être réalisées par un (ou des) intervenants acceptés par le pouvoir adjudicateur pour l'intérim.

9.2.3 Délais d'exécution

Les délais et conditions d'exécution sont fixés dans le CCTP au §2.4.

Les délais d'exécution pour les prestations faisant l'objet de bons de commande sont fixés à chaque commande et pour chaque prestation commandée.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché public, est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021.

9.2.4 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire du marché public réalise les prestations conformément aux dispositions du CCTP et de son mémoire technique.

Il s'engage notamment :

- à informer régulièrement le pouvoir adjudicateur ou son représentant de l'état d'avancement des prestations;
- à respecter les délais d'exécution.

En conformité avec l'article 1er de la loi du 31 décembre 1975, la sous-traitance totale est interdite.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de résultats

Le Titulaire a une obligation de résultats telle que précisée au CCTP §05.1.01.

9.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire du marché public est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché public ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché public qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché public.

9.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'acheteur.

Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire

Pour les prestations, produits et services fournis dans le cadre du présent marché, le titulaire est tenu de mettre à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel...). Le titulaire tiendra ainsi l'acheteur informé des divers incidents et vulnérabilités affectant les systèmes d'information (annonce de correctif, attaque en cours...) et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer, tel que décrit dans le CCTP §05.2.08.1.

9.3.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché public. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché public mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché public.

9.4 *Considérations sociales*

9.4.1 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché public une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent marché public.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2 ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet

- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur toute la durée d'exécution du marché public	7200 H
----------------------------------------------------------------------------------------	--------

Un suivi régulier sera réalisé par l'attributaire.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisés au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché public, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché public. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché public à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences
Monsieur Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché public.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (contacts à l'article 1.1) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
[Copie valentin.souchard@epec.paris](mailto:Copie_valentin.souchard@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9.17.10 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagés.

A l'issue du marché public, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, formées pendant l'exécution du marché public.

9.4.2 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ; Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

9.5 *Considérations environnementales*

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant dans le marché des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Les éléments correspondant aux exigences de conception sont inscrits dans le CCTP § 04.9.06)

9.6 *Traitement de données à caractère personnel*

9.6.1 *Respect de la réglementation et rôle des parties*

Pour sa mission d'exécution de la solution SNM TU, le Titulaire est sous-traitant de données à caractère personnel sous la responsabilité de traitement de la DGITM.

Dans ce cadre le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En ce qui concerne ses relations avec les FSNM partenaires ainsi que les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) et/ou les opérateurs de services de mobilité partenaires, les conditions de gestion des données à caractère personnel sont précisées dans le cadre des accords juridiques conclus entre ces parties et le Titulaire. Le rôle, les responsabilités et les modalités de ces traitements sont définis en fonction des circonstances au moment de la conclusion desdits accords, mais doivent impérativement d'ores et déjà être prises en compte par le Titulaire dans ses engagements.

9.6.2 *Description des traitements*

Comme indiqué dans le CCTP §04.6.02 le titulaire doit produire une note sur la protection dès la conception justifiant de sa conception en accord avec le RGPD.

9.6.3 *Traitement sur instruction du client*

Par la suite, lorsque la solution est distribuée et mise en exploitation, le titulaire s'engage à traiter les données uniquement dans le cadre de l'exécution du marché pour le compte exclusif de l'acheteur:

- pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance,
- et conformément aux instructions écrites de l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le Titulaire considérerait qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il doit en informer immédiatement l'acheteur.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser de façon détournée les données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées pour le compte du Client.

9.6.4 Confidentialité

Le Titulaire s'engage à prendre toute mesure utile afin de garantir que les personnes physiques agissant sous son autorité et ayant accès aux données personnelles les traitent conformément aux instructions de l'acheteur, ou conformément à toute disposition impérative résultant du droit communautaire ou du droit d'un Etat membre de l'Union européenne applicable aux traitements objet des présentes. Le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité des données ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

9.6.5 Mesures techniques et organisationnelles

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre, et à maintenir constamment, les mesures techniques et organisationnelles appropriées (mesures de sécurité, normes techniques, bonnes pratiques, ...) pour préserver la sécurité des données à caractère personnel et notamment empêcher, que ce soit de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés, notamment lorsque le traitement comporte des transmissions de données via un réseau sous son contrôle, ainsi que contre toute forme de traitement non autorisé ou illégal.

9.6.6 Réalisation d'analyse d'impact

Le Titulaire s'engage à aider l'acheteur, en cas de demande de ce dernier, à assurer le respect des obligations découlant de la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données et de la consultation préalable de la CNIL.

Le Titulaire apportera notamment, conformément aux articles 35 et 36 du règlement européen sur la protection des données, tous renseignements concernant les garanties et mesures de sécurité ainsi que les mécanismes mis en œuvre pour atténuer le risque de violation des données à caractère personnel

9.6.7 Sort des données : réversibilité

Au terme du marché le Titulaire s'engage à renvoyer à l'acheteur toutes les données à caractère personnel. Après s'être assuré auprès d'eux qu'ils disposent bien de ces informations, le Titulaire détruit toutes les données à caractère personnel et tous fichiers manuels ou informatisés stockant ces données puis atteste de cette destruction par tout moyen.

Le cas échéant, sur demande de l'acheteur s'engage à renvoyer l'intégralité des données à caractère personnel au Client ou à tout sous-traitant désigné par eux.

9.6.8 Registre d'activité de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du l'acheteur, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le Titulaire s'engage à mettre à jour ce registre au fur et à mesure des évolutions de la Solution.

Le Titulaire tient constamment ce registre à la disposition du l'acheteur.

9.6.9 Vérification de la conformité RGPD

De façon générale le Titulaire s'engage à mettre à disposition du l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent contrat. En tant que de besoin pour le l'acheteur, le Titulaire s'engage à permettre la réalisation d'audit sur pièces ou la réalisation d'audit sur site, par l'acheteur ou un autre auditeur que ce dernier aura mandaté, et à contribuer à ces audits. La présente s'applique même postérieurement à la contribution aux traitements souhaités.

9.6.10 Flux transfrontières

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

9.6.11 Protection dès la conception et protection par défaut

Le Titulaire doit prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

9.6.12 Sous traitants ultérieurs

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur doit être tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

9.6.13 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

9.6.14 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen adéquat. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) dans le délai prévu par le RGPD.

Après accord écrit à l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, s'il reçoit instruction de le faire, les violations de données à caractère personnel dans le délai qui sera indiqué à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

9.6.15 Responsabilité

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Conformément au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021, l'acheteur peut résilier le marché public pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché public.

9.7 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché public, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché public ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché public. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché public puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché public de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

9.8 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Conformément aux circulaires PM n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles et n° 6391/SG de la Première ministre du 7 février 2023 sur le pilotage et l'encadrement du recours aux prestations intellectuelles informatiques, la conduite de ces transformations peut, dans certains cas précisément identifiés, conduire à recourir à des prestations intellectuelles pour :

- acquérir des compétences et expertises dont l'administration ne dispose pas à un instant donné pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et mettre en oeuvre les transformations attendues par les citoyens ;
- faire face à un besoin ponctuel en compétences et expertises complémentaires dans la conduite d'un projet lorsque les capacités des services ne permettent pas d'absorber la charge nécessaire à sa mise en oeuvre dans les délais impartis ;
- éclairer les décideurs publics d'un regard extérieur afin d'intégrer les innovations ou bonnes pratiques, identifiées dans d'autres pays ou dans le secteur privé, qui pourraient être utiles à la bonne mise en oeuvre de l'action et des services publics.

9.9 Relations fournisseurs

Sans objet

"Le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT) est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ."

9.10 Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des prestataires.

Elle est accessible via le lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

9.11 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché public, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts, et à prendre toutes mesures utiles pour prévenir ou faire cesser la situation de conflit d'intérêts.

9.12 Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire. Elles sont décrites dans le CCTP au §05.1.02.

9.13 Clauses de réexamen

En application du 1° de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le marché dans les cas suivants :

- Evolution des fonctionnalités attendues du SNM TU,
- Evolution technique ou réglementaire rendant nécessaire l'adaptation des prestations, objet du marché.
- Evolution substantielle du nombre d'utilisateurs de la Solution TU.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales du marché, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé ou d'augmenter le prix des prestations pour un service équivalent.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative de l'acheteur ou sur demande justifiée du titulaire adressée par LRAR.

Ces modifications font l'objet d'un acte modificatif.

9.14 Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.14.1 Vérification de la documentation de conception (VDC)

Une étape formelle de vérification de la documentation de conception intervient à l'issue de la phase d'études relatives à chaque étape de réalisation de la tranche ferme, des tranches optionnelles ou des bons de commande. Elle a pour but d'attester que la documentation de la solution décrit les différentes fonctionnalités et interfaces mises en œuvre dans l'étape de réalisation concernée et respecte les caractéristiques techniques prévues dans les documents du marché dont notamment le CCTP.

Chaque document livré est soumis à un visa de la DGITM. Le visa matérialise le contrôle effectué par la DGITM ou ses prestataires sur les documents produits par le Titulaire. Les différents statuts de visa sont les suivants :

- REF : Document refusé ;
- VAO : Document visé avec observations ;
- VSO : Document visé sans observation.

La vérification de la documentation de conception est prononcée

À l'issue de la période d'études du Titulaire, celui-ci demande à la DGITM de procéder à la vérification de la documentation de conception. La DGITM dispose d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour se prononcer sur l'issue de la VDC :

- Une issue négative est prononcée s'il existe un document refusé.
- La DGITM est libre de donner une issue négative s'il existe des documents visés avec observations
- Une issue positive est donnée si tous les documents sont visés sans observation ou sur décision de la DGITM s'il existe des documents visés avec observations

Si la vérification est positive, la DGITM valide le procès-verbal. Une décision positive de cette vérification documentaire de conception est un préalable à la convocation aux opérations de vérification de conformité du service.

Si la vérification est négative, la DGITM prend une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

9.14.2 Gestion des anomalies

9.14.2.1 Définition du niveau de criticité des anomalies

Les niveaux de criticité des anomalies sont définis de la manière suivante :

- Anomalie bloquante : défaut grave entraînant le blocage d'une fonctionnalité critique à l'exploitation ou l'obtention d'un résultat anormal issu de cette fonctionnalité. Une fonctionnalité critique, si elle est bloquée, empêche le système d'accomplir sa mission première ou impacte les systèmes et/ou équipements en interface ;
- Anomalie majeure : défaut grave entraînant le blocage d'une fonctionnalité non critique à, ou l'obtention d'un résultat anormal issu de cette fonctionnalité, sans toutefois impacter les systèmes et/ou équipements en interface ;
- Anomalie mineure : tout autre dysfonctionnement, tout défaut n'entraînant pas le blocage d'une fonctionnalité mais présentant un écart par rapport aux spécifications et au CCTP.

Les niveaux de criticité déterminent la prononciation de la réception de la VA et de la VSR.

9.14.2.2 Délai d'intervention sur anomalie

Lors de phases de vérification, chaque signalement issu des vérifications est analysé par le Titulaire qui vérifie notamment son niveau de criticité et la qualité d'anomalie, dans le délai précisé ci-dessous (temps d'analyse avant mise en production). Un signalement est une anomalie s'il s'agit d'un écart avec les exigences décrites dans les documents du marché ou avec les documents de spécification du projet. Le niveau de criticité de l'anomalie est revu par la DGITM qui peut décider de le modifier.

Les différents types d'anomalie sont décrits au §9.14.2.1.

	ANOMALIE BLO- QUANTE	ANOMALIE MA- JEURE	ANOMALIE MI- NEURE
TEMPS D'ANALYSE AVANT MISE EN PRO- DUCTION	2 jours ouvrés	4 jours ouvrés	8 jours ouvrés
GTI EN PRODUCTION	<= 1 heure ouvrée	<= 4 heures ouvrées	<= 8 heures ouvrées
GTR EN PRODUCTION	≤ 3 heures ouvrées	≤ 12 heures ouvrées	Sans objet (service non interrompu)
CORRECTION DEFINI- TIVE	< 7 jours calendaires	< 7 jours calendaires	< 15 jours calendaires

Les rétablissements sont attendus sur un état stable des services et des données. Le délai de correction démarre à compter de la déclaration de l'anomalie. La correction n'est définitive qu'après validation par la DGITM.

9.14.3 Mise en ordre de marche

Les opérations de mise en ordre de marche, telles que définies dans le CCTP à l'article 05.1.06.5 sont effectuées en application du CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021.

9.14.4 Opérations de vérification de conformité du service

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-TIC, les opérations de vérification sont effectuées de la manière suivante.

9.14.4.1 Vérification d'aptitude (VA)

La durée de la VA est de **21 mois** pour la Tranche Ferme, et de 1 mois pour les tranches optionnelles. Cette VA n'inclut pas les recettes internes décrites au CCTP.

Un procès-verbal est établi de manière contradictoire par le Titulaire à l'issue du déroulement des tests de VA et les anomalies constatées y sont enregistrées.

À l'issue de cette période, La DGITM dispose d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour se prononcer sur la réception de la VA. La réception ne peut être prononcée qu'après correction par le Titulaire de l'ensemble des anomalies bloquantes et avec un maximum de 10 anomalies majeures, ainsi que l'absence de documents requis à cette étape au statut refusé.

- Si la VA est positive, la DGITM valide le procès-verbal de VA provisoire et procède ensuite à la VSR ;
- Si la VA est négative, la DGITM prend une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC.

9.14.4.2 Vérification de service régulier (VSR)

La durée de la VSR est de 3 mois pour la Tranche Ferme, et de 1 mois pour les tranches optionnelles.

À l'issue de cette période, la DGITM dispose d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour se prononcer sur la réception de la VSR. La réception ne peut être prononcée qu'après correction par le Titulaire de l'ensemble des anomalies majeures et bloquantes.

- Si la VSR est positive, la DGITM valide le procès-verbal de VSR ;
- Si la VSR est négative, la DGITM prend une décision d'ajournement, la VSR est prolongée tant que la solution ne répond pas aux exigences fonctionnelles et techniques définies au cahier des charges et au dossier de spécifications, notamment la non-présence d'anomalies bloquantes ou majeures.

L'ajournement n'exonère par le Titulaire des pénalités prévues à l'article 9.17.

9.14.4.3 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.14.5 Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-TIC. Il notifie alors sa décision au titulaire, et selon un préavis de 30 jours.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

9.15 Réversibilité et transférabilité

Les modalités d'application de la réversibilité, transférabilité et restitution des données sont décrites dans le CCTP au §05. 3.

9.16 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021.

La garantie prévue au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021 s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.17 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché public aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les montants versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

9.17.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. Seules les pénalités de retard sont concernées par ce plafonnement, les autres pénalités peuvent se cumuler aux pénalités de retard.

9.17.2 Pénalités relatives à la documentation

Par dérogation au CCAG de référence, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités relatives à l'absence de documentation de qualité :

- 50€ par jour en cas de maintien d'un statut refusé du visa d'un document au-delà d'un délai de 30 jours calendaires après l'émission du premier statut refusé (quel que soit le nombre de versions intermédiaires livrées par le Titulaire, si chacune de ces versions est au statut refusé)
- 50€ par jour de retard de documentation d'interfaces

9.17.3 Pénalités pour indisponibilité de la solution SNMTU

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG TIC, et en cas d'indisponibilité de la solution TU, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de dépassement des délais définis à l'article 9.14.2.2. L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

Les heures sont comptées en heures et jours calendaires (y compris hors période ouvrée) hors période de maintenance programmée.

Les pénalités sont les suivantes :

- Anomalie bloquante : montant forfaitaire de 500€ par heure de dépassement du temps d'intervention additionné du temps de rétablissement
- Anomalie majeure : montant forfaitaire de 500€ par tranche de 4 heures de dépassement du temps d'intervention additionné du temps de rétablissement
- Anomalie mineure : aucune pénalité

9.17.4 Pénalités relatives à la maintenance corrective

Par dérogation au CCAG de référence, et en cas de retard de livraison des correctifs de la solution TU, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de dépassement des délais définis à l'article 9.14.2.2. Les pénalités sont les suivantes :

- Anomalie bloquante : montant forfaitaire de 2000€ par jour de dépassement
- Anomalie majeure : montant forfaitaire de 1000€ par jour de dépassement
- Anomalie mineure : montant forfaitaire de 100€ par jour de dépassement

9.17.5 Pénalités relatives à l'assistance aux usagers

Le Titulaire doit apporter une assistance aux usagers, telle que définie au CCTP § 05.2.10. En cas de dépassement des délais indiqués, les pénalités suivantes sont appliquées :

- Retard de fourniture des indicateurs hebdomadaires au-delà d'une semaine calendaire : 1000€ par jour de retard
- Retard dans le temps de première réponse : 10€ par heure supplémentaire à un délai moyen de 5h15 et par demande d'utilisateur dans la semaine considérée
- Défaillance dans le taux hebdomadaire de résolution global : 10€ par point inférieur à 95% des demandes clients reçues dans une semaine
- Défaillance dans le taux hebdomadaire de résolution au premier contact : 10€ par point inférieur à 80% des demandes clients reçues dans une semaine

Le Titulaire doit apporter une assistance téléphonique aux équipes de la DGITM, des AOM et des opérateurs partenaires, telle que définie au CCTP § 05.2.11. En cas d'absence de suite donnée à une demande d'assistance téléphonique dans un délai de 2 jours ouvrables, une pénalité de 100 € par jour de retard sera appliquée.

9.17.6 Pénalités relatives à la répartition et au reversement des recettes

Par dérogation au CCAG de référence, le Titulaire encourt une pénalité en cas de retard de plus de 5 jours calendaires dans le reversement des recettes :

- 0,50% du montant des recettes versées en retard.

9.17.7 Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel :

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire : Pénalité forfaitaire de 1000 euros
- non-tenue du registre des activités de traitement : Pénalité forfaitaire de 10 000 euros
- absence de documentation au statut validé attestant de la conformité au RGPD (privacy by design), telle que décrite au CCTP au §04.6.03 : Pénalité forfaitaire de 10 000 euros
- dépassement du délai de 24h pour la notification à l'autorité de contrôle d'une violation de données à caractère personnel : pénalité de 10 000 euros par heure de dépassement
- dépassement du délai de 24h pour la notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnel : pénalité de 1000 euros par heure de dépassement
- dépassement du délai de 30j pour la réponse à la demande d'exercice de droit de la part d'un usager : pénalité de 1000 euros par jour de dépassement

9.17.8 Pénalités liées aux ressources humaines

Tout changement définitif d'interlocuteur sur un poste clé sans accord préalable de la DGITM fait encourir au titulaire une pénalité forfaitaire de 10 000 € par personne concernée.

Sont considérés comme des postes-clés, les fonctions suivantes :

- Directeur de projet
- Chef de projet
- Responsable d'intégration
- Responsable d'exploitation

Cette pénalité ne s'applique pas aux remplacements ponctuels (congrés, arrêts maladie, etc.) ou transitoires dont la durée n'excède pas, en toutes circonstances, 2 mois.

9.17.9 Pénalités pour absence en réunion

A l'issue de 2 absences répétées et non convenues en réunion d'un intervenant pertinent pour cette réunion, qu'il appartienne au mandataire, à l'un des cotraitants ou l'un des sous-traitants, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5000 €.

9.17.10 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **80 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

9.17.11 Pénalités pour non-respect de la confidentialité et du secret des affaires

En cas de violation de l'obligation concernant la confidentialité et le secret des affaires décrite à l'article 9.7, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de **5000 euros** par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché public.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 *Forme et contenu des prix*

Le marché est conclu à prix mixte au sens des articles R.2112-6-1 et R.2112-6-2 du code de la commande publique.

Il comporte des prestations à prix forfaitaires indiquées dans les Décompositions des Prix Globaux et Forfaitaires de la TF et des TO (DPGF) et des prestations à prix unitaires indiquées dans le Bordereau des Prix Unitaires commun à la TF et aux TO (BPU).

10.2 *Variation des prix*

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « M0 » correspondant à la date limite de remise des offres par le titulaire du marché.

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution. Au-delà de cette date, les prix sont annuellement révisibles, à la date anniversaire de notification du marché, selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique et par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times (\text{Indice } i / \text{Indice } 0)$$

- **P_r** : prix de règlement après chaque révision
- **P₀** : prix de l'offre figurant dans la DPGF ou le BPU au moment de la remise des offres
- Indice *i* : l'indice de référence, au mois "M", le mois "M" correspondant aux dernières conditions économiques connues au moment de la révision.
- Indice 0 : l'indice de référence au mois M0 de la date de la remise des offres

Indice de référence : Indice mensuel SYNTEC (évolution du coût des services dans les secteurs de l'ingénierie, des services informatiques, des études et du conseil, du recrutement et de la formation professionnelle) téléchargeable via le lien suivant : <https://www.syntec-ingenierie.fr/indice-syntec/>

La révision du prix doit faire l'objet d'une demande écrite du titulaire, transmise par mail à l'adresse suivante : melanie.veissier@developpement-durable.gouv.fr

La demande de révision du prix doit être faite au plus tôt 60 jours et au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du contrat.

L'acheteur dispose de 30 jours à réception de la demande pour apporter sa réponse. Passé ce délai, la demande est acceptée tacitement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire de chaque lot ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque

10.3 Avances

Conformément à l'article R2191-5 du Code de la commande publique, si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant des prestations. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

10.3.1 Avance sur la part forfaitaire de la tranche ferme et des tranches optionnelles

En application de l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance sur les prestations à prix global et forfaitaire de la tranche ferme et des tranches optionnelles lorsqu'elles sont affermies, dont le montant est calculé selon la formule suivante :

Montant de l'avance pour la partie forfaitaire de la TF = (Montant initial forfaitaire de la TF hors part sous-traitée TTC X 12 X 30%) / durée de la tranche ferme en mois

Montant de l'avance pour la partie forfaitaire de chaque TO = (Montant initial forfaitaire de la TO hors part sous-traitée TTC X 12 X 30%) / durée de la TO en mois

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

L'avance est versée à la notification du marché pour la tranche ferme et à la date d'affermissement de chacune des tranches optionnelles.

10.3.2 Avance sur la part à bons de commande

En application des articles R. 2191-3 à R. 2191-12 et R.2191-16 à R. 2191-19 du code de la commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance lorsque les conditions suivantes sont réunies (conditions cumulatives) :

- Montant du bon de commande supérieur à 50 000 € HT ;
- Durée d'exécution du bon de commande supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % pour les petites et moyennes entreprises, du montant initial du bon de commande toutes taxes comprises. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du bon de commande. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

10.4 Modalités financières

10.4.1 Répartition des paiements

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se libérera des sommes dues en exécution du présent marché public en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement. Les paiements s'effectueront, à terme échu, après constat de service fait dans les conditions précisées à l'article 10.5 et 10.5.1 à 10.5.5.

10.4.2 Acomptes

Des acomptes sont versés au titulaire pour la réalisation des prestations à prix global et forfaitaire (hors prestations relatives à la réversibilité) à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations. Les paiements s'effectueront de la manière suivante :

- 20% à la vérification documentaire de conception
- 40% à la vérification d'aptitude positive,
- 30% à la vérification de service régulier positive
- 10% à l'issue de la période de garantie

Concernant les prestations liées à des bons de commandes, les modalités de paiement seront précisées par bon de commande soit 100% après service fait soit avec un échelonnement.

Après réalisation de la prestation de réversibilité, celle-ci sera payée 100 % après service fait.

10.4.3 Retenue de garantie, Nantissement et cession du marché public

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché public peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

10.4.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché public;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande;
- Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044;
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures: FAC9450075;
- Une description sommaire des prestations effectuées;
- La date d'émission de la facture;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations ou travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant de l'avance éventuellement versée ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sans ces renseignements, la facture ne sera pas traitée et sera automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

10.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.5.3 Frais particuliers

Sans objet.

10.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.5.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.5.6 Suivi financier du montant maximum du marché public pour sa partie Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent marché public pour sa partie Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande le titulaire est tenu de :

- produire un état de la consommation, mensuellement lors des comités contractuels et chaque fois que l'acheteur le demande, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **15** jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **70** % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution du marché public et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

- L'Acheteur :
 - veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire;
 - est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.
- Le Titulaire :
 - s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
 - s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

10.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché public, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché public, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé, par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché public, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 11 - RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le présent article fait application du chapitre 7 du CCAG-TIC, sous réserve des compléments et dérogations ci-après.

11.1 *Préambule*

Comme indiqué notamment à l'article 02.4.01 du CCTP, le titulaire est chargé de développer un « produit minimum viable » destiné à être expérimenté avant une éventuelle généralisation, qui devra s'appuyer sur des briques existantes compte tenu des délais de réalisation.

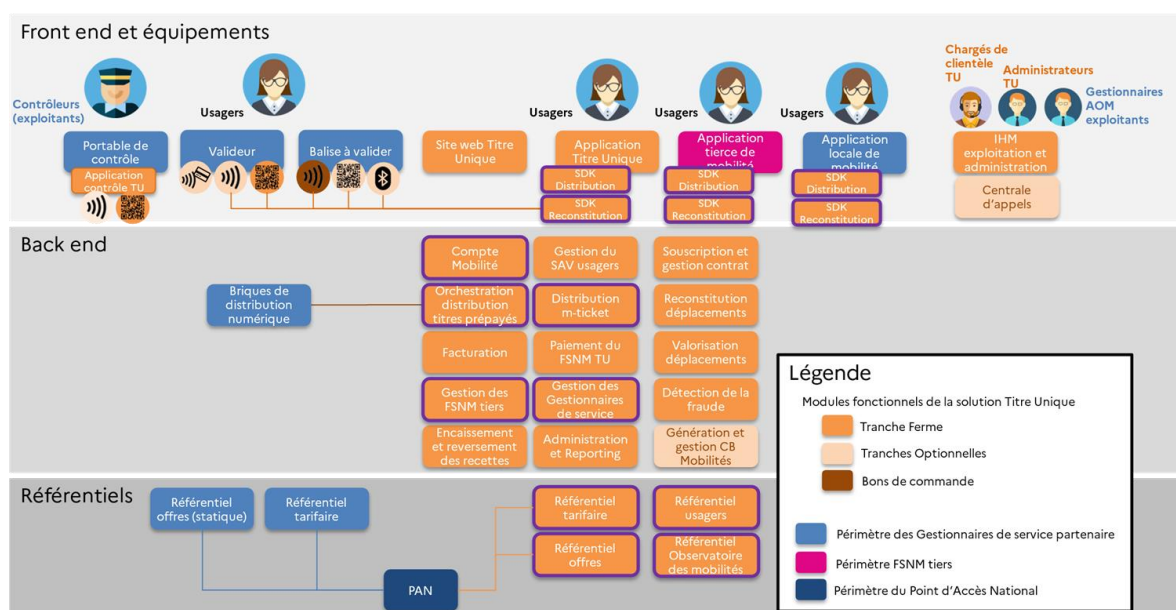
La solution à développer avec ses **différents modules** est destinée à être internalisée et mutualisée entre les parties prenantes du projet actuelles et futures, dans une logique de « communs » pour assurer la pérennité, la souveraineté et l'évolutivité de la solution.

Dans cette perspective, le titulaire s'engage pour rappel à garantir la réversibilité du projet développé, sa modularité et son interopérabilité pour intégration dans d'autres applications et sites web (03.1.01 CCTP et 05.3 CCTP).

Pendant la durée du présent marché, compte tenu de son caractère expérimental, les livrables sont destinés à être utilisés par l'acheteur qui pourra les tester avec d'autres parties prenantes mais dont il restera le maître d'ouvrage. A l'issue du marché, l'acheteur pourrait confier tout ou partie de la solution à tout tiers et la mutualiser. Dans cette optique, il souhaite **déterminer 1) les modules qu'il pourra soit a) ouvrir sous licence libre/open source soit b) dont il aura obtenu le code source qu'il pourra donc remettre au titulaire suivant et 2) les modules** qui pourraient nécessiter de faire appel à des **modules** propriétaires à remettre en concurrence.

Les livrables consistant en des solutions logicielles (plateforme et ses briques) seront donc divisés en deux zones fonctionnelles :

- **Zone fonctionnelle 1** : ensemble des **modules** de la solution devront pouvoir être placées sous licence libre/open source **ou dont les codes sources devront être remis (modules** encadrées en bleu dans le schéma fonctionnel ci-dessous, à savoir : SDK Distribution et SDK Reconstitution (dans l'Application Titre Unique, l'Application tierce de mobilité et l'Application locale de mobilité), le Compte Mobilité, l'Orchestration distribution titres prépayés, **la Distribution m-ticket**, la Gestion des FSNM tiers, la Gestion des Gestionnaires de service, le Référentiel tarifaire, le Référentiel offres, le Référentiel usagers et le Référentiel Observatoire des **usages du SNM TU**).
- **Zone fonctionnelle 2** : ensemble des **modules** de la solution pour lesquelles seront privilégiées les licence libre/open source **ou la remise des codes sources par le Titulaire à l'acheteur** mais qui pourront comprendre des éléments sous licence propriétaire (toutes les briques autres que celles encadrées en bleu dans le schéma fonctionnel ci-dessous, voir également CCTP §6.3).



Il est précisé qu'on entend par « licence libre/ open source » les conditions de licence qui garantissent les quatre libertés suivantes : utiliser/exécuter, d'étudier, de redistribuer, de modifier/distribuer des versions modifiées, pour tout usage sans restriction autre que la mention du crédit et l'obligation dite de réciprocité de l'article D323-2-1 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA). L'accès au code source et à l'ensemble de la documentation et des informations permettant l'exercice de ces libertés est indispensable.

On entend par remise du code source le fait pour le Titulaire de remettre à l'acheteur, à l'issu du marché les codes sources complets et commentés de chaque module intégré à la solution. Cette remise inclura également toute documentation technique nécessaire pour comprendre, utiliser, modifier, et maintenir les modules, ainsi que les scripts de compilation et d'installation. Les codes sources et la documentation associés seront remis à l'acheteur dans un format électronique lisible, couramment utilisé dans l'industrie, et convenu entre les parties.

Les modalités de transférabilité applicables à chaque module fonctionnel sont précisées par le titulaire dans le cadre de réponse comprenant la grille de déclaration des connaissances antérieures (Annexe 3).

11.2 Dispositions communes à tous les livrables

Les livrables du marché sont susceptibles de comporter des éléments réalisés/développés spécifiquement pour répondre aux besoins de l'acheteur (résultats au sens du CCAG-TIC) et des éléments réalisés dans un cadre extérieur au marché (connaissances antérieures au sens du CCAG-TIC) voire conçus pour être fournis à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard (connaissances antérieures standards au sens du CCAG-TIC).

S'agissant des résultats (réalisations et développements spécifiques, en ce inclus les résultats concernant les Progiciel tiers et dont le régime est défini à l'article 11.3.1 « Régime relatifs aux Progiciels tiers »), le CCAG-TIC prévoit notamment que :

- Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché,
- le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour les utiliser ou faire utiliser, pour les besoins et finalités prévus dans le CCAG-TIC sauf dérogation, exprimés dans le CCTP et au point 11.2, et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché, pour le monde entier et la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations,
- l'acheteur a le droit d'adapter et faire évoluer les résultats,
- le prix de la cession/autorisation d'utilisation des résultats est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Afin d'assurer l'exercice des droits par l'acheteur, le titulaire lui livre les fichiers et codes sources des livrables dans les conditions prévues à l'article 46.3.2 du CCAG-TIC.

S'agissant des connaissances antérieures, le CCAG-TIC prévoit notamment que :

- La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire,
- Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Conformément à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance paisible de l'utilisation des livrables.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données, ainsi que les modèles de données de ces bases, qu'il devra identifier dans son offre, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

11.3 Régime d'utilisation spécifiques aux différents types de livrables

Dans le cadre des prestations, le titulaire est susceptible de livrer :

- des livrables solutions, en ce compris la documentation technique, des tranches fermes ou optionnelles (module d'achat de titres, plateforme, back-offices, applications mobiles, sites web, chatbot, etc.),
- des livrables de cadrage et d'études préalables (spécifications fonctionnelles et techniques, parcours client, collecte des retours utilisateurs, etc.),
- des livrables formations à l'utilisation de l'outil ainsi que leurs supports,
- des contenus de communication (FAQ pour le SAV, information voyageurs, promotion de la mobilité durable, etc.).

11.3.1 Les livrables solutions et la formation à leur utilisation

Les livrables solutions suivront un régime privilégiant les licences libres/open source, et devront a minima assurer à l'acheteur une autonomie sur la solution, sans adhérence ni dépendance irréversibles à un opérateur ou à un produit donné, permettant une mutualisation entre les parties prenantes et la remise en concurrence de l'exploitation et du maintien en conditions opérationnelles des livrables.

11.3.2 Régime des développements spécifiques logiciels et documentation

L'ensemble des développements spécifiques solutions (résultats) réalisés dans le cadre du marché suivent le régime prévu à l'article 46 du CCAG-TIC, qui prévoit pour rappel que :

- Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent notamment le droit d'assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels,
- Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante,
- Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

Il est précisé que **si le Titulaire fait le choix de soumettre les livrables en zone 1 et 2 à une licence libre/open source, elle devra être choisie** parmi les licences de l'article D323-2-1 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA). Pour rappel, les licences sont à ce jour les suivantes s'agissant des logiciels :

1° Les licences dites " permissives " nommées " Berkeley Software Distribution License ", " Apache ", " CeCILL-B " et " Massachusetts Institute of Technology License " ;

2° Les licences " avec obligation de réciprocité " nommées " Mozilla Public License ", " GNU General Public License ", " CeCILL ", " European Union Public License " et " Eclipse Public License " .

Les logiciels d'interfaçage entre différents modules/briques/solutions doivent également pouvoir être diffusés dans les mêmes conditions, qu'il s'agisse de la zone fonctionnelle 1 ou 2.

11.3.3 Régime de la zone fonctionnelle 1 entièrement sous licence libre/ open source ou avec remise du code source

Dans le périmètre de la zone fonctionnelle 1, le titulaire peut faire le choix de mettre à disposition l'ensemble des briques pourra pour être diffusé par l'acheteur sous une licence libre/open-source de l'article D323-2-1 du CRPA ou de remettre les codes sources du module à l'acheteur à la fin du marché.

Dans ce cadre, les connaissances antérieures standards ou non, intégrées par le titulaire ne doivent pas faire obstacle à la diffusion des livrables dans les conditions susmentionnées.

Par conséquent, et par dérogation à l'article du 45 CCAG-TIC, le titulaire s'engage à n'intégrer/livrer au sein des livrables que des connaissances antérieures, standards ou non, qui soient sous un régime juridique de licence libre/ open source compatible ou dont le titulaire dispose les droits pour en remettre les codes sources à l'acheteur à la fin du marché.

11.3.4 Régime de la zone fonctionnelle 2

Dans le périmètre de la zone fonctionnelle 2, le titulaire s'engage à privilégier les connaissances antérieures, standard ou non, sous licence libre/ open source ou dont les codes sources peuvent être remis à l'acheteur à la fin du marché.

Il pourra intégrer/livrer au sein des livrables des connaissances antérieures, standard ou non sous licence propriétaire à condition d'éviter toute adhérence technique irréversible et à ce que ces éléments intégrés/ livrés soient modulaires dans le livrable afin de faciliter leur remplacement /découplage le cas échéant.

Par exemple, il s'engage à ne pas instaurer un système d'authentification qui rendrait le livrable dépendant d'une connaissance antérieure standard ou non.

En particulier, si un module n'est pas sous licence libre/open source, le titulaire s'engage à ce que les API de ce module puissent être librement utilisées, et notamment que le code source appelant les fonctions de cette API peut être publié sous la licence libre/open source choisie par l'acheteur.

De manière générale, le titulaire doit favoriser la transférabilité du livrable afin de faciliter la mutualisation et la reprise du livrable par tout autre acteur.

Il est rappelé qu'il s'engage, conformément à l'article 44.2 du CCAG-TIC, à identifier les connaissances antérieures, standards ou non, dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Dans le cadre de la zone fonctionnelle 2 et par dérogation à l'article 45-1 du CCAG-TIC, le titulaire indique dans son offre les conditions d'utilisation de ses connaissances antérieures non standard, et les conditions de licence des connaissances antérieures standard qu'il envisage d'intégrer/utiliser.

S'il envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard ou non, qui n'aurait pas été listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à n'intégrer/utiliser que des connaissances antérieures standard ou non compatibles avec le besoin fonctionnel de l'acheteur durant le marché, tenant compte de la nature du projet (mutualisations, nombres d'utilisateurs à prévoir etc.).

Le prix de l'utilisation des connaissances antérieures standard ou non est compris dans le montant du marché pour la durée du marché.

11.3.5 Les livrables de cadrage et d'études préalables

L'acheteur pourra librement réutiliser et diffuser les livrables de cadrage et d'études préalables, y compris dans les documents particuliers de consultations ultérieures. Il est rappelé que conformément à l'article 46.1.1 du CCAG-TIC, les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, ces livrables pourront être diffusés par l'acheteur sous licence libre de type Licence Ouverte Etalab ou CC by-SA 4.0.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à ne pas intégrer de connaissance antérieure standard dont le régime juridique serait incompatible avec ces modalités de diffusion.

Sous réserve des retours utilisateurs (qui demeurent à seule destination et usage de l'acheteur et des parties prenantes) et des informations confidentielles, le titulaire pourra réutiliser les livrables de cadrage et d'études préalables en dehors du cadre du marché.

11.3.6 Régime des formations à l'utilisation des livrables solutions et leurs supports

Les supports de formations sont destinés à être distribués à tout participant aux sessions de formation (distribution papier ou numérique, accès aux supports sur une plateforme, etc.) et mis à disposition de tout utilisateur des plateformes ministérielles et interministérielles, voire des plateformes grand public comme YouTube.

Seul l'acheteur décidera de leur diffusion et le titulaire ne pourra les utiliser hors du cadre du marché qu'avec l'accord préalable de l'acheteur.

11.3.7 Les livrables de communication

L'acheteur pourra reproduire, diffuser et adapter/faire évoluer les livrables de communication librement, sur tout support et mode de diffusion et en particulier affiches, affichages numériques, flyers, dépliants, site web, applications, réseaux sociaux, messages vocaux en gare, etc.

Conformément à l'article 46.2 du CCAG-TIC, les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur, ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion ou de communication) font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire ne pourra donc pas réutiliser les supports de communication ainsi réalisés dans un cadre extérieur au marché sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur.

Conformément à l'article 46.2 du CCAG-TIC, les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques) sont également cédés à titre exclusif au profit de l'acheteur, qui pourra en faire tout usage, y compris accorder des droits à tous tiers. La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif et/ou dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs.

Par conséquent, dans l'hypothèse où le titulaire suggérerait des dénominations, logos, slogans, chartes graphiques destinés à identifier tout ou partie du projet objet du marché (par ex. une autre dénomination que celle temporairement utilisée de « titre de transport unique »), il en cède les droits à l'acheteur qui en aura la totale maîtrise et s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de signe distinctif (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux). Il ne pourra pas en faire usage en dehors du cadre du marché sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur.

Il indique dans son offre les éventuelles connaissances antérieures standards couvertes par un droit de marque qu'il entend intégrer/utiliser et s'engage à ne pas générer de confusion entre ces produits, solutions, services et le projet de l'acheteur.

11.3.8 Régime relatif aux Progiciels tiers

Les Progiciels tiers désignent tout logiciel ou ensemble de logiciels standardisés, développés et commercialisés par une entité autre que le titulaire, et intégrés, utilisés ou nécessaires au fonctionnement de la Solution développée dans le cadre du présent marché. Ces logiciels sont généralement acquis sous forme de licences d'utilisation et peuvent inclure, sans s'y limiter, des systèmes d'exploitation, des bases de données,

des outils de développement, des applications métier, des services cloud, et toute autre composante logicielle non développée spécifiquement pour les besoins du projet mais requise pour assurer le bon fonctionnement de la solution.

Le Titulaire s'engage à s'assurer, avant l'intégration de tout Progiciel Tiers dans la Solution ou leur interfaçage avec la Solution, qu'il dispose des droits d'exploitation nécessaires pour permettre l'utilisation, la modification, et l'adaptation desdits Progiciels Tiers dans le cadre du marché. Ces droits incluent, sans s'y limiter, les licences d'utilisation, les droits de modification et de distribution, ainsi que toute autre autorisation requise pour l'exploitation optimale de la Solution ainsi que le droit de sous-licencié à l'acheteur les mêmes droits. Le Titulaire garantit que ces droits sont conformes aux termes et conditions imposés par les Éditeurs des Progiciels Tiers et s'engage à fournir les preuves d'acquisition de ces droits à la demande de l'acheteur.

En outre, le Titulaire s'engage à céder à l'acheteur, au fur et à mesure de leur réalisation, tous les développements spécifiques effectués pour permettre aux Progiciels Tiers de fonctionner avec la Solution développée dans le cadre du marché. Ces développements spécifiques incluent, sans s'y limiter, les adaptations, les personnalisations, les interfaces, et les intégrations nécessaires. Cette cession se fait sous le régime défini à l'article 11.3.2 « Régime des développements spécifiques logiciels et documentation » ci-avant, et inclut l'intégralité des droits de propriété intellectuelle y afférents. En conséquence, l'acheteur pourra exploiter, modifier, reproduire, et diffuser librement ces développements spécifiques sans restriction.

Conformément à l'article 46.4.2 du CCAG-TIC le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance paisible de l'utilisation des livrables.

11.4 Entiercement

11.4.1 Dépôt des codes sources

Le Titulaire s'engage à effectuer ou faire effectuer le dépôt de la Solution TU auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes (APP), située au 25 rue de la Plaine 75020 Paris.

Ce dépôt inclut la totalité de la Solution TU, résultat, connaissance antérieure et connaissance antérieure standard et notamment la documentation et les codes sources et objets commentés, les bases de données et modèles de données, tous les éléments facilitant leur compilation et la génération d'un programme exécutable, y compris les mises à jour (ce qui impliquera de renouveler les dépôts à chaque mise à jour aux conditions qui seront définies dans le contrat d'entiercement) et nouvelles versions des programmes, ainsi que toute documentation pertinente et éléments techniques nécessaires à l'utilisation et à l'évolution des codes sources (« éléments déposés »), à l'exclusion des codes sources des Progiciels tiers.

Le Titulaire s'engage à remettre ou faire remettre les certificats de dépôt correspondants sans délai après le dépôt.

L'intégralité des frais associés au dépôt doit être pris en compte dans le prix du marché.

L'acheteur devra avoir le droit d'accéder aux éléments déposés, conformément aux dispositions de l'article « Accès aux codes sources des éléments déposés », et dans le respect des conditions établies par l'article 6 du règlement général de l'APP.

11.4.2 Accès aux codes sources des éléments déposés

L'accès aux éléments déposés auprès de l'APP est subordonné à un accord écrit déclaré à l'APP avec souscription à l'offre de services correspondante. Cet accord peut se présenter sous forme d'un contrat tripartite incluant une « clause d'accès » comme la présente.

L'accès aux éléments déposés s'effectuera uniquement selon la procédure établie par l'APP, après validation de la Commission d'accès de l'APP. Toute stipulation contraire sera inopposable à l'APP. Les frais relatifs à la demande d'accès et à la duplication des éléments déposés sont pris en charge par le Titulaire. La duplication est effectuée à l'identique par un agent de l'APP, sur la base de la dernière mise à jour du dépôt, sauf demande contraire du Bénéficiaire.

L'acheteur devra avoir le droit d'accéder aux éléments déposés, notamment dans les cas suivants :

- Procédures de redressement ou de liquidation judiciaire, dissolution, ou cessation d'activité du Titulaire des éléments déposés, sans reprise des obligations contractuelles ;
- Défaillance du Titulaire matérialisée par un défaut de réponse d'un (1) mois à une demande d'intervention ou de maintenance sur les éléments déposés.

L'acheteur sera habilité à utiliser les éléments déposés exclusivement pour les besoins et modalités du marché. Cela inclut l'utilisation des éléments déposés et la réalisation de leur maintenance, qu'elle soit corrective ou évolutive ainsi que l'exploitation de la Solution TU selon les spécifications prévues au marché.

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 *Echanges dématérialisés*

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent également via le profil acheteur PLACE ou par adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché public

12.2 *Langue*

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 *Audit de Sécurité*

Par dérogation à l'article 24 du CCAG, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer un audit de sécurité (tests d'intrusion, audit de vulnérabilité...) sur la solution du Titulaire, avec un délai de prévenance de 48 heures. Le Titulaire garantit cette possibilité, sans surcoût pour la DGITM.

Cet audit peut être réalisé par la DGITM ou tout autre tiers mandaté par elle.

En cas de dysfonctionnements avérés ou de failles mettant en jeu la sécurité ou la confidentialité des données, des recettes, ou des fonctionnalités, les reprises nécessaires incombent au Titulaire et devront être réalisées selon un planning élaboré avec la DGITM, en cohérence avec les risques qu'engendrent ces failles ou dysfonctionnements.

12.4 *Sous-traitance*

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

12.5 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

Le présent marché est concerné par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI), créé par le règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022.

En application de ce règlement, si le titulaire fait appel à un sous-traitant / des sous-traitants, il est tenu de ne pas sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

L'acheteur refuse de signer tout nouvel acte de sous-traitance confiant des prestations à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI dès lors que ce seuil de 50 % est atteint. Le titulaire doit alors assurer lui-même l'exécution des prestations concernées ou faire appel à un sous-traitant originaire d'un pays ne faisant pas l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

L'acheteur peut demander au titulaire, tout au long de l'exécution du marché et jusqu'à son terme, un récapitulatif de tous les actes de sous-traitance passés et en cours afin de vérifier que la part du marché sous-traitée à des entreprises visées par une mesure relevant de l'IMPI n'excède pas 50 % de son montant total.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant
- o Le numéro de TVA intracommunautaire du sous-traitant
- o l'origine du sous-traitant, au sens du 1 de l'article 3 du règlement 2022/1031 du 23 juin 2022 (Instrument relatif aux marchés publics internationaux — IMPI) Le titulaire est tenu de fournir ce document autant de fois que l'acheteur en fait la demande.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à :

1000 euros HT par jour de retard pour la communication complète du document

En cas de sous-traitance de plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers, il est appliqué au titulaire du marché une pénalité d'une valeur égale à : 50000 euros HT

12.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire aux personnes de l'article 1.1 ou mis à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire du lot concerné fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.7 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché public.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire .

12.8 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021 (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-TIC en vigueur, le marché public peut être résilié pour les motifs suivants : **non-respect du RGPD, non-remplacement de la personne nommément désignée, non respect des règles de sécurité par le titulaire dans le cas du CCAG-TIC (art.50)**

12.9 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO du 1er avril 2021.

12.10 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché public. Toute modification de la durée du marché public ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché public à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché public de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché public initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché public de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire .

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à

venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. ***Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution des prestations du marché public en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.***

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Cela résulte notamment des circonstances imprévisibles que les parties ne pouvaient prévoir (article 26 du CCAG-TIC en vigueur).

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché public. Toute modification de la durée du marché public ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire , quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire du lot concerné s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-TIC en vigueur relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché public ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché public et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-TIC en vigueur.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché public. Toute modification de la durée du marché public ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché public du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché public sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-TIC en vigueur, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-TIC en vigueur relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen

matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-TIC en vigueur **[article 55.2 CCAG-TIC]** et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. **[ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...]**.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

12.11 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.12 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 13 - DEROGATIONS

- l'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG TIC,
- l'article 9.1.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG TIC,
- l'article 9.2.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG TIC,
- l'article 9.14.4.1 du CCAP déroge à l'article 33.2.1 du CCAG TIC,
- l'article 9.14.4.2 du CCAP déroge à l'article 33.2.2 du CCAG TIC,
- l'article 9.17.1 (pénalités pour retard d'exécution) déroge à l'article 14.1.2 du CCAG TIC
- l'article 9.17.2 (pénalités relatives à la documentation) déroge à l'article 14.1.2 du CCAG TIC
- l'article 9.17.3 (pénalités pour indisponibilité de la solution SNMTU) déroge aux articles 14.1.2 et 14.2.6 du CCAG TIC

- l'article 9.17.4 (pénalités relatives à la maintenance corrective) déroge à l'article 14.2 du CCAG TIC
- l'article 9.17.6 (pénalités relatives à la répartition et au reversement des recettes) déroge à l'article 14.1.2 du CCAG TIC
- l'article 9.17.7 (pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel) déroge à l'article 14.3 du CCAG TIC
- l'article 9.17.11 (pénalités pour non-respect de la confidentialité et du secret des affaires) déroge à l'article 14.3 du CCAG TIC
- l'article 11.3 du CCAP déroge aux articles 45 et 46 du CCAG TIC,
- l'article 12.3 (audit de sécurité) déroge à l'article 24 du CCAG TIC